



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 août 2014  
Français  
Original : anglais

## Soixante-neuvième session

Point 131 de l'ordre du jour provisoire\*

### Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

## Douzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le douzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement a été établi en application du paragraphe 34 de la section II de la résolution 57/292 de l'Assemblée générale. Il fait le point de l'état d'avancement du projet depuis la parution de la mise à jour du onzième rapport annuel en février 2014 (A/68/352/Add.2 et 3) et répond aux demandes formulées par l'Assemblée au paragraphe 14 de la section IV de sa résolution 68/247 A et aux paragraphes 7, 8, 10, 13, 15 et 17 de sa résolution 68/247 B.

La phase de rénovation du plan-cadre d'équipement est entrée dans sa dernière année et devrait s'achever avec la fin des travaux consacrés au bâtiment de l'Assemblée générale en septembre 2014. Les principales composantes ont été menées à terme, notamment avec la rénovation du bâtiment du Secrétariat et du bâtiment des conférences et le retour des fonctionnaires dans ces locaux, le remplacement d'infrastructures majeures dans les sous-sols et la modernisation des dispositifs de sécurité visant à renforcer les périmètres est et ouest du Siège de l'ONU. La phase de rénovation s'achèvera en 2014.

Le reste des travaux, soit environ 1 % du budget, consistera à mener à bien les activités faisant suite aux travaux de rénovation et à clôturer le projet. La gestion des activités continuera d'être assurée par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement jusqu'à la fermeture de celui-ci en juin 2015, puis elle sera confiée au Bureau des services centraux d'appui. Les activités restantes sont relativement simples puisqu'il s'agit de démolir le bâtiment temporaire de la pelouse nord, de procéder à l'aménagement paysager du site et de renforcer les dispositifs de sécurité au niveau de la 42<sup>e</sup> et de la 48<sup>e</sup> Rues. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement confiera

\* A/69/150.



l'exécution des travaux à des prestataires extérieurs avant le 30 juin 2015 et les activités encore en cours après cette date seront menées à terme par le Bureau des services centraux d'appui avant la fin de 2016, comme décrit au paragraphe 26. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement se chargera des dernières activités touchant les entrepreneurs et les aspects financiers jusqu'en juin 2015 et passera ensuite le relais au Bureau des services centraux d'appui.

Le Secrétaire général estime inutile de conserver l'équipe du projet après juin 2015 et juge que les dernières activités doivent être prises en main par le Bureau des services centraux d'appui et relever ainsi de l'activité générale de l'Organisation.

Les travaux qui feront suite à la phase de rénovation et les activités de liquidation seront financés au moyen des ressources déjà approuvées pour le plan-cadre d'équipement.

La situation financière du projet continue de cadrer avec les prévisions présentées dans la mise à jour du onzième rapport annuel (A/68/352/Add.2), une fois prises en compte les décisions prises par l'Assemblée générale en décembre 2013 et en avril 2014.

Au 30 juin 2014, le coût d'achèvement du projet était estimé à 2 215,0 millions de dollars, alors que les ressources approuvées s'élevaient à 2 150,0 millions de dollars. Les ressources approuvées englobent le budget initial et des dons et s'élèvent à 1 990,6 millions de dollars, auxquelles s'ajoutent des intérêts créditeurs et le fonds de réserve opérationnelle d'un montant de 159,4 millions de dollars. Les spécifications générales du plan-cadre d'équipement sont restées inchangées, mais le montant de 2 150,0 millions de dollars, qui correspond au montant approuvé, sert à financer les activités de rénovation en cours et les marchés y afférents, alors que la rénovation des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud, d'un montant estimé à 65 millions de dollars, demeure en suspens pour des raisons de sécurité, ainsi que l'Assemblée générale en a été informée à sa soixante-huitième session.

Conformément aux résolutions 68/247 A et 68/247 B de l'Assemblée générale, le solde de 150 millions de dollars qui était disponible au 30 juin 2014 sert à financer les engagements découlant des contrats en cours et d'autres engagements liés aux spécifications actuelles du projet.

Au 30 juin 2014, le coût des activités connexes était estimé à 139,8 millions de dollars et celui des activités relatives au centre informatique auxiliaire imputées sur le budget du plan-cadre à 15,0 millions de dollars (après déduction d'un montant de 4,2 millions de dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix). Ces activités n'étaient pas prévues dans le projet initial ni dans le budget du plan-cadre. En résumé, le montant total des ressources nécessaires s'élevait à 2 369,8 millions de dollars.

Dans sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à utiliser le Fonds de roulement et le Compte spécial créé par sa résolution 3049 A (XXVII) comme mécanisme de financement relais afin de pallier d'éventuels déficits de trésorerie touchant les dépenses connexes et le centre informatique auxiliaire. L'Administration estime qu'elle aura à opérer des prélèvements sur le Fonds de roulement et le Compte spécial d'ici à octobre 2014.

Au paragraphe 12 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a constaté qu'il convenait de combler le déficit de financement, y compris pour ce qui était des dépenses connexes, compte tenu du coût du projet qui serait communiqué par le Secrétaire général dans son douzième rapport annuel, et qu'une décision sur le montant définitif du crédit à ouvrir devrait être prise à la partie principale de sa soixante-neuvième session.

En ce qui concerne les bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud, l'Assemblée générale devra se prononcer sur le coût du transfert des activités qui s'y déroulent, compte tenu des questions liées à la sécurité du périmètre.

## I. Vue d'ensemble

1. Projet de construction et de rénovation le plus ambitieux et le plus complet jamais entrepris par l'ONU, le plan-cadre d'équipement est sur le point de s'achever. Les avantages qu'il a apportés sont désormais visibles dans les trois principaux bâtiments du Siège : le bâtiment du Secrétariat, le bâtiment des conférences et le bâtiment de l'Assemblée générale. Il a atteint ses objectifs initiaux, à savoir offrir un environnement sûr, moderne et accessible aux représentants, aux membres du personnel et aux visiteurs.

2. Les activités de planification ont commencé en 1999 et la phase de rénovation a commencé en 2008 et s'achèvera à la fin de 2014, la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement devant intervenir en 2015. Les activités de construction restant à mener après la phase de rénovation exigeront une étroite coordination entre le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et le Bureau des services centraux d'appui, comme expliqué au paragraphe 26, et s'achèveront à la fin de 2016. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire rapport chaque année sur l'état d'avancement des travaux et le calendrier du projet, les dépenses prévues jusqu'à son achèvement et sa situation financière. Le présent rapport est le douzième à être présenté à l'Assemblée.

3. Depuis la parution de la mise à jour du onzième rapport annuel en février 2014 (A/68/352/Add.2 et 3), les travaux de rénovation restants ont progressé conformément au calendrier prévu; l'essentiel des travaux dans le bâtiment de l'Assemblée générale s'est ainsi terminé avec moins de quatre mois de retard sur le calendrier prévu dans le dixième rapport annuel (A/67/350) établi vers le milieu de 2012, et ce, malgré les obstacles inattendus liés à la tempête Sandy qui a frappé le complexe du Siège en octobre 2012. Les travaux dans le bâtiment de l'Assemblée générale ont en effet commencé avec plusieurs mois de retard par suite des conséquences que la tempête a eues sur la rénovation du bâtiment des conférences.

4. Au 30 juin 2014, le montant total des prévisions de dépenses du projet était toujours estimé à 2 214,97 millions de dollars. Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/247 A, les spécifications générales du projet sont restées inchangées et les travaux à consacrer aux bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud, dont le montant était estimé à 65,0 millions de dollars, ont continué à relever du projet, sachant que l'ensemble des ressources disponibles, soit 2 150,0 millions de dollars, était cependant consacré au financement des activités de rénovation et des contrats en cours.

5. Le solde de 150,0 millions de dollars disponible au 30 juin 2014 sert au financement des contrats en cours : il permet de régler les travaux qui ont été achevés et d'autres engagements afférents au projet, tels que les dépenses de personnel et les charges de fonctionnement.

6. En ce qui concerne les dépenses connexes et les dépenses relatives au centre informatique auxiliaire, il convient de rappeler que les activités auxquelles elles se rapportent n'étaient pas englobées dans le projet initial et n'étaient donc pas prévues dans le budget approuvé pour le plan-cadre d'équipement. L'Assemblée générale a approuvé les montants nécessaires au financement des dépenses connexes sur une base annuelle. Elle a approuvé la création et le financement du centre informatique auxiliaire par ses résolutions 63/269 et 64/228.

7. Comme demandé par l'Assemblée générale, tout a été mis en œuvre pour financer les dépenses connexes et le centre informatique auxiliaire au moyen des ressources approuvées pour le plan-cadre d'équipement (voir résolution 68/247 A, sect. IV, par. 21), mais cela n'a pas été possible.

8. Au 30 juin 2014, le montant des dépenses connexes était estimé à 139,8 millions de dollars. Le coût final du centre informatique auxiliaire est quant à lui inchangé. Comme indiqué par ailleurs, le coût de la mise en place du centre informatique auxiliaire s'est chiffré à 19,2 millions de dollars. L'Assemblée générale ayant décidé qu'un montant de 4,2 millions de dollars serait financé sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, le montant net afférent au centre informatique à financer par prélèvement sur le budget du plan-cadre d'équipement s'établissait à 15,0 millions de dollars. Le montant global de ces activités, qui n'étaient pas prévues dans le budget du plan-cadre d'équipement, s'élève à 154,8 millions de dollars.

9. On trouvera dans les sections qui suivent des réponses aux demandes présentées par l'Assemblée générale dans les paragraphes pertinents des deux résolutions portant sur le plan-cadre d'équipement qu'elle a adoptées à sa soixante-huitième session, à savoir le paragraphe 14 de sa résolution 68/247 A et les paragraphes 7, 8, 10, 13, 15 et 17 de sa résolution 68/247 B.

## II. Stratégie et état d'avancement du projet

10. La phase de rénovation a commencé en 2008 et sera achevée pour l'essentiel en 2014, avec la rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale. La clôture financière de la phase de rénovation, la démolition du bâtiment de la pelouse nord et l'aménagement paysager du site auront lieu en 2015. Les travaux de sécurité au niveau de la 42<sup>e</sup> et de la 48<sup>e</sup> Rues devraient commencer en 2015, mais ne seront pas terminés avant 2016, comme expliqué au paragraphe 19.

11. L'Assemblée générale a approuvé en décembre 2006, par sa résolution 61/251, le budget total du projet afférent au plan-cadre d'équipement, d'un montant de 1 876,7 millions de dollars, décision qui était fondée sur le choix du Secrétaire général de privilégier la stratégie IV approuvée par l'Assemblée en décembre 2007 dans sa résolution 62/87, sans augmentation du budget qu'elle avait approuvé l'année précédente.

12. La stratégie accélérée IV et les aménagements relatifs à la sécurité financés au moyen d'une contribution versée par le pays hôte prévoyaient l'exécution de nombreuses tâches, dont les suivantes ont déjà été menées à bien à la date de soumission du présent rapport :

- a) Location et aménagement de locaux transitoires situés à l'extérieur du complexe de l'ONU;
- b) Déménagement des services dans les locaux transitoires;
- c) Rénovation complète du bâtiment du Secrétariat;
- d) Retour des fonctionnaires dans le bâtiment du Secrétariat;
- e) En parallèle, construction d'un bâtiment temporaire sur la pelouse nord pour accueillir les séances, les services d'appui connexes et certains bureaux;

- f) Organisation des réunions dans le bâtiment de la pelouse nord de sorte que le bâtiment des conférences puisse être vidé;
  - g) Rénovation complète du bâtiment des conférences et exécution du sous-projet visant à renforcer le bâtiment de façon à le rendre plus sûr;
  - h) Réinstallation des services dans le bâtiment des conférences et programmation des séances dans ce bâtiment;
  - i) Aménagement du bâtiment de la pelouse nord de façon à réunir deux salles en une pour accueillir l'Assemblée générale le temps des travaux;
  - j) Quasi-achèvement des travaux de rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale;
  - k) Achèvement et mise en service du nouveau poste de contrôle de sécurité (sud);
  - l) Installation de bornes de protection et d'autres dispositifs de sécurité sur la 1<sup>re</sup> Avenue entre la 42<sup>e</sup> et la 45<sup>e</sup> Rues et entre les 47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> Rues.
13. Les tâches ci-après seront achevées à la fin de 2014 avant la clôture de la partie principale de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale :
- a) Achèvement des travaux dans le bâtiment de l'Assemblée générale;
  - b) Achèvement du poste de contrôle de sécurité (nord) et installation de bornes de protection et d'autres dispositifs de sécurité sur la 1<sup>re</sup> Avenue entre la 45<sup>e</sup> et la 47<sup>e</sup> Rue.

### **III. Progrès accomplis depuis la mise à jour par le Secrétaire général de son onzième rapport annuel**

#### **A. Travaux de rénovation**

14. Les activités entreprises depuis la mise à jour du onzième rapport annuel en février 2014 ont été menées dans les délais et sans dépassement budgétaire.
15. Le 26 février 2014, le Secrétariat a inauguré le nouveau poste de contrôle de sécurité (sud) situé à l'entrée du personnel sur la 1<sup>re</sup> Avenue entre les 42<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> Rues. Entre février et juin 2014, les travaux ont progressé le long du périmètre ouest du complexe du Siège, avec la pose de bornes de protection et d'autres dispositifs de sécurité et la réouverture échelonnée du trottoir, après sa remise en état, entre la 42<sup>e</sup> et la 44<sup>e</sup> Rue.
16. Une fois achevée la rénovation du bâtiment des conférences, le bâtiment temporaire de la pelouse nord a été réagencé afin d'accueillir la salle provisoire de l'Assemblée générale et les travaux de rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale ont pu commencer en juin 2013.
17. Dans le cas du bâtiment de l'Assemblée générale, il a fallu démanteler et évacuer divers matériaux, dont certains contenaient de l'amiante, retirer les murs rideaux, installer de nouveaux appareils et de nouveaux dispositifs et fils électriques et refaire la plomberie, poser de nouveaux murs rideaux, dénuder le dôme et poser un nouveau revêtement de protection contre les intempéries, reconstruire les espaces

intérieurs (plafonds, murs et planchers), installer le matériel électronique destiné à appuyer les séances et procéder à bien d'autres tâches.

## B. Résiliation des baux des locaux transitoires et réinstallation des fonctionnaires

18. Depuis le 25 janvier 2014, la composante locaux transitoires ne relève plus du budget du plan-cadre d'équipement, la responsabilité financière et opérationnelle des locaux loués à l'extérieur ayant été transférée au Bureau des services centraux d'appui. Celui-ci est chargé de la gestion de tous les locaux situés à l'extérieur et à l'intérieur du complexe du Siège, exception faite des zones encore en chantier, lesquelles relèvent du plan-cadre d'équipement, à savoir le bâtiment de l'Assemblée générale et une partie des sous-sols pour lesquels l'achèvement des travaux est prévu d'ici à la fin de 2014. On trouvera dans le tableau 1 un récapitulatif des éléments d'information sur les baux qui figuraient dans le tableau 1 du onzième rapport annuel (A/68/352). La situation est inchangée en ce qui concerne l'immeuble Albano et celui de la United Nations Federal Credit Union (UNFCU) : le bail de l'immeuble Albano court jusqu'à la fin de juillet 2017, date à laquelle il sera décidé, en fonction de la stratégie concernant les besoins en locaux à plus long terme, s'il y a lieu de le proroger ou de le résilier; l'immeuble de la UNFCU reste loué pour les besoins du Bureau de l'informatique et des communications et du Bureau de la gestion des ressources humaines.

Tableau 1  
**Baux conclus pour les locaux transitoires**

<i>Immeuble</i>	<i>Date de prise d'effet du bail</i>	<i>Date d'expiration du bail</i>
380 Madison Avenue	29 février 2008	25 janvier 2014
730 Third Avenue (Teachers Building)	30 juin 2009	31 décembre 2013
305 East 46th Street (immeuble Albano)	24 juillet 2007	23 juillet 2017
Immeuble de la United Nations Federal Credit Union Building (Long Island City)	14 février 2008	30 avril 2018

## IV. Calendrier du projet

19. Le calendrier du plan-cadre d'équipement est resté dans l'ensemble le même que celui présenté au tableau 2 de la mise à jour du onzième rapport annuel (A/68/352/Add.2). On trouvera dans le tableau 2 ci-après une mise à jour du calendrier. Les travaux étaient presque achevés dans le bâtiment de l'Assemblée générale à la date de soumission du présent rapport et le bâtiment devrait être prêt à accueillir le débat général de l'Assemblée en septembre 2014. Les derniers travaux se poursuivront jusqu'à la fin de 2014. L'installation des derniers dispositifs de sécurité entre les 42<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> Rues le long de la 1<sup>re</sup> Avenue aurait dû s'achever en 2014, mais l'obtention des permis de construire auprès de la ville hôte ne cesse de

prendre du retard et les travaux ne prendront fin que vers la fin de 2016, comme expliqué au paragraphe 26. Comme indiqué à la section V, le Bureau des services centraux d'appui peut se charger de ces derniers travaux après la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, car ils sont de portée limitée et relativement simples et il n'y aura pas besoin de retenir les services d'un maître d'œuvre et d'une équipe de projet.

20. Comme l'Assemblée générale en a été informée à sa soixante-huitième session, la rénovation des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud demeure en suspens pour des raisons de sécurité.

21. Le bâtiment provisoire de la pelouse nord sera démoli ainsi que cela avait été prévu. Il est encore partiellement occupé et le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement coordonnera la réinstallation des fonctionnaires qui y travaillent encore, compte tenu des stratégies de location et d'occupation de l'espace du Bureau des services centraux d'appui. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement coordonnera les activités de démolition et l'aménagement paysager du site et s'occupera de la passation des marchés au début de 2015; les travaux s'achèveront vraisemblablement vers la fin de 2015 sous la houlette du Bureau des services centraux d'appui, selon les modalités décrites au paragraphe 26.



Tableau 2  
Calendrier d'exécution envisagé pour le plan-cadre d'équipement

Élément du projet	Délais figurant dans le document A/62/364		Délais figurant dans le document A/63/477		Délais figurant dans le document A/64/346		Délais figurant dans le document A/65/511		Délais figurant dans le document A/66/527		Délais figurant dans le document A/67/350		Projections actuelles		Statut
	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	
Construction du bâtiment de la pelouse nord	Début 2008	Mi-2009	Début 2008	Mi-2009	Mi-2008	Fin 2009	Mi-2008	Fin 2009	Mi-2008	Fin 2009	Mi-2008	Fin 2009	Mi-2008	Fin 2009	Achevé
Bâtiment du Secrétariat	Début 2009	Début 2012	Début 2009	Début 2012	Fin 2009	Mi-2012	Début 2010	Mi-2012	Début 2010	Mi-2012	Début 2010	Mi-2012	Début 2010	Mi-2012	Achevé
Bâtiment des conférences	Mi-2009	Mi-2011	Mi-2009	Mi-2011	Fin 2009	Fin 2011	Début 2010	Début 2012	Début 2010	Fin 2012	Début 2010	Fin 2012	Début 2010	Début 2013	Achevé
Bâtiment de l'Assemblée générale	Mi-2011	Mi-2013	Mi-2011	Mi-2013	Fin 2011	Fin 2013	Début 2012	Fin 2013	Début 2013	Mi-2014	Début 2013	Mi-2014	Mi-2013	Mi-2014	Les délais prévus dans le document A/68/352/Add.2 devraient être tenus.
Bâtiment de l'annexe sud	Début 2011	Début 2012	Début 2011	Début 2012	Fin 2011	Début 2013	Début 2012	Mi-2013	—	—	—	—	—	—	Suspendu
Bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld	Début 2012	Début 2013	Début 2012	Début 2013	Début 2013	Fin 2013	Début 2012	Fin 2013	—	—	—	—	—	—	Suspendu
Achèvement de la rénovation du Siège de l'ONU	Début 2008	Mi-2013	Début 2008	Mi-2013	Fin 2008	Fin 2013	Mi-2008	Fin 2013	Mi-2008	Mi-2014	Mi-2008	Mi-2014	Mi-2008	Fin 2014	
<b>Fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et transfert des activités au Bureau des services centraux d'appui</b>														<b>Mi-2015</b>	
Démolition du bâtiment provisoire sur la pelouse nord et aménagement paysager du site													Début 2015	Fin 2015	
Travaux liés à la sécurité au niveau de la 42 <sup>e</sup> Rue et de la 48 <sup>e</sup> Rue													Début 2015	Fin 2016	

## **V. Plans pour la clôture du plan-cadre d'équipement et l'administration des derniers éléments du cahier des charges**

22. Au paragraphe 7 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a demandé instamment au Secrétaire général de confirmer la date de la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, et de lui rendre compte, dans son douzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre, de ce qu'il prévoit de faire pour assurer la gestion et la supervision des travaux restants après la fermeture du Bureau, notamment des mécanismes d'application du principe de responsabilité qu'il compte mettre en place.

23. En réponse à la demande de confirmation de la date de la clôture, le Secrétaire général fait savoir qu'il n'est pas nécessaire de maintenir une équipe spéciale au-delà de juin 2015. À ce moment-là, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement sera fermé et les dernières activités de clôture seront transférées à l'Administration dans le cadre des attributions du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion. Il y aura une coordination étroite entre les deux bureaux pendant la période de transition précédant le 30 juin 2015, pour assurer un transfert exhaustif et sans heurt à l'Administration de toutes les responsabilités relatives aux bâtiments du Siège de l'ONU.

24. Après juin 2015, la responsabilité de l'exécution de certaines activités de rénovation postérieures à la construction qui faisaient partie du cahier des charges initial du projet, ainsi que d'autres tâches administratives, sera transférée du Bureau du plan-cadre d'équipement au Bureau des services centraux d'appui. Les documents relatifs à la construction seront remis au Bureau des services centraux d'appui, y compris, dans certains cas, pour des marchés déjà attribués, et celui-ci sera chargé de gérer l'exécution des éléments restants du cahier des charges. Les dépenses afférentes à ces travaux qui feront suite à la phase de rénovation seront financées au moyen des ressources approuvées pour le plan-cadre d'équipement.

25. La période de transition postérieure à la rénovation allant jusqu'au 30 juin 2015 permettra à l'équipe de consultants extérieurs et au personnel de l'équipe chargée du plan-cadre d'équipement de terminer leurs travaux efficacement et de transférer au Bureau des services centraux d'appui les fonctions résiduelles de gestion et d'administration. Les activités de construction postérieures à la rénovation étant de moindre ampleur et bien moins complexes que les précédentes, il ne sera pas nécessaire de faire appel aux compétences du maître d'œuvre, Skanska, et du gestionnaire de programme, Gardiner & Theobald, ni de supporter les honoraires correspondants. Pour des raisons semblables, les tâches restantes ne justifient pas de maintenir l'ensemble de l'équipe chargée du plan-cadre d'équipement parallèlement aux compétences en matière de gestion de projets disponibles en interne au sein du Bureau des services centraux d'appui. Néanmoins, dans la mesure du possible, on conservera les compétences de l'équipe chargée du plan-cadre d'équipement afin d'étoffer les capacités du Bureau des services centraux d'appui. Ce transfert de compétences et d'expérience permettra à l'Administration de bénéficier d'un ensemble de connaissances utiles.

26. Les tâches postérieures à la rénovation restantes seront attribuées par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et menées à bien par le Bureau des services centraux d'appui. Il s'agit des tâches suivantes :

a) Démolition du bâtiment temporaire de la pelouse nord. Il s'agira notamment de transférer les quelques fonctions restantes, y compris des bureaux du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité, des salles de classe et bureaux d'enseignants, des bureaux pour le personnel de passage et d'autres bureaux, et de procéder à l'enlèvement du bâtiment. Cette tâche sera achevée à la fin de 2015;

b) Remise en état paysagère du site, comprenant notamment le déplacement des œuvres d'art et dons situés à l'extérieur. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement assurera les travaux préparatoires pour cette activité et lancera les travaux eux-mêmes, mais ceux-ci ne pourront être menés à bien qu'après l'achèvement de la tâche a) ci-dessus;

c) Travaux relatifs à la sécurité aux 42<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> Rues, y compris la reconfiguration des entrées nord et sud de la rampe d'accès pour permettre l'installation d'un quai de déchargement à la 48<sup>e</sup> Rue, et modification du dispositif de circulation à la 42<sup>e</sup> Rue. Ces travaux ne pourront débuter qu'après la délivrance des permis de construire nécessaires par la ville hôte. Cette activité exigera jusqu'à 18 mois de construction et devrait s'achever à la fin de 2016. Cela marquera la conclusion du plan-cadre d'équipement.

27. Une responsabilité importante du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement avant sa fermeture en juin 2015 sera d'assurer une gestion rapide et responsable des dossiers relatifs aux dernières phases du projet et d'assurer la clôture des comptes, les derniers règlements et le rapprochement des comptes avec tous les prestataires ayant participé au plan-cadre d'équipement. En outre, avant sa fermeture, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement fournira des informations et l'appui voulu aux services compétents du Département de la gestion et du Bureau des affaires juridiques pour permettre à l'Organisation de régler toute réclamation ou tout litige en suspens avec des prestataires.

28. Les états financiers portant sur les activités et dépenses du projet relatives à l'exercice biennal 2014-2015 seront établis, consolidés et achevés en mars 2016 par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, sur la base des mécanismes d'information financière en vigueur et conformément aux Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

29. Les besoins restant à couvrir jusqu'à la fin de la phase de rénovation comprennent les dépenses de personnel et frais de fonctionnement jusqu'au 30 juin 2015, en tenant compte du plan de réduction des effectifs mis au point par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement en consultation avec le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion.

30. La planification de la relève suppose de conserver au sein de l'Administration les compétences techniques de l'équipe chargée du plan-cadre d'équipement. En effet, le personnel chargé du projet a acquis un savoir-faire technique et fonctionnel qui est un atout précieux pour l'Organisation, c'est pourquoi on s'efforce de conserver ces compétences et d'utiliser les aptitudes techniques correspondantes, en pleine conformité avec les procédures établies pour le recrutement du personnel de l'Organisation.

31. On déterminera, dans le cadre des mécanismes d'application du principe de responsabilité liés aux rapports remis par le Bureau des services centraux d'appui au

Secrétaire général adjoint à la gestion, quelles sont les activités de construction et tâches administratives postérieures à la rénovation restant à assurer après la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement.

32. S'agissant des ressources à prévoir pour les activités postérieures à la rénovation devant être menées après la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, des dispositions appropriées pour les dépenses de gestion de projet et d'appui seront mises en place entre le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et le Bureau des services centraux d'appui.

## **VI. Comparaison du plan-cadre d'équipement avec d'autres grands projets**

33. Peu de projets sont aussi complexes que le plan-cadre d'équipement, qui comprend la rénovation et la remise en état de bâtiments historiques d'une grande importance, tout en maintenant un niveau élevé de sécurité et en assurant en permanence la continuité des opérations au sein du complexe du Siège de l'ONU pour servir les activités des États Membres. Le coût prévu du projet à son achèvement en 2014 s'élevant à 11,3 % de plus que le budget approuvé par l'Assemblée générale en 2006, le plan-cadre d'équipement se distingue tout particulièrement par rapport à n'importe quel autre projet pluriannuel de pareille ampleur financière.

34. D'après un article sur les projets d'infrastructure coûtant plus d'un milliard de dollars publié dans le numéro d'avril-mai 2014 de la revue *Project Management Journal*, « les neuf dixièmes de ces projets subissent des dépassements de budget; des dépassements de jusqu'à 50 % en termes réels sont courants, et il n'est pas rare de voir des dépassements de plus de 50 % »<sup>1</sup>. Sur un échantillon de 258 très gros projets menés dans 20 pays, le coût effectif de la construction a été en moyenne de 28 % de plus que le budget prévu au moment où le projet avait été approuvé<sup>2</sup>.

35. En termes de calendrier, compte tenu de l'année supplémentaire requise par les mesures de réaménagement axé sur la sécurité, qui avaient trait à la modification des obligations en matière de résistance à l'explosion imposées par le pays hôte, le plan-cadre d'équipement s'achève en respectant le calendrier de rénovation présenté il y a sept ans, plus une année pour les mesures de renforcement de la sécurité.

## **VII. Application du principe de responsabilité**

### **A. Gouvernance**

36. C'est le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement qui gère le projet, suivant les orientations stratégiques établies par le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion. Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable du succès du plan-cadre d'équipement et a continué à jouer un rôle actif pour contrôler et superviser l'avancement du projet afin de s'assurer que les tâches restantes soient achevées

---

<sup>1</sup> Voir l'adresse suivante (en anglais) : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/pmj.21409/full>.

<sup>2</sup> Voir l'adresse suivante (en anglais) : <http://arxiv.org/ftp/arxiv/papers/1304/1304.4476.pdf>.

dans les délais prévus, que les coûts soient bien maîtrisés et que tous les risques soient gérés et atténués.

37. Le Directeur exécutif chargé du plan-cadre d'équipement, qui a rang de sous-secrétaire général et relève du Secrétaire général adjoint à la gestion, est chargé de la gestion quotidienne du projet. Il rend compte de l'état d'avancement des travaux chaque semaine au Secrétaire général adjoint et régulièrement au Comité de gestion.

38. Parmi les réunions consacrées au suivi et au contrôle du projet, on compte les réunions hebdomadaires et mensuelles de directeurs auxquelles participent des représentants du Bureau des services centraux d'appui, du Département de la sûreté et de la sécurité, et du Bureau de l'informatique et des communications; les réunions de chantier et réunions d'examen du calendrier hebdomadaires; les réunions de coordination hebdomadaires conjointes avec les entreprises de gestion de la construction et de gestion de programme; et les réunions hebdomadaires de coordination avec la Division des achats.

39. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement a mis en place un dispositif par lequel un agent de liaison désigné au sein de chaque département et bureau sert de point de contact pour toutes les questions de coordination du projet. En outre, le Secrétaire général adjoint à la gestion et le Directeur exécutif du plan-cadre d'équipement travaillent en étroite consultation avec les responsables d'autres départements, en particulier avec ceux qui soutiennent le projet ou en sont des bénéficiaires privilégiés comme le Département de la sûreté et de la sécurité, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, et le Département de l'information, avec lesquels sont organisées des réunions hebdomadaires pour coordonner la planification des activités et déterminer les besoins des usagers.

40. Des réunions périodiques sont organisées avec les autorités de la ville hôte et avec la Mission permanente du pays hôte auprès de l'Organisation en ce qui concerne la sécurité, la sûreté et l'accès des services d'urgence de la ville hôte, pour permettre des échanges de vues et régler les questions relevant de l'autorité de la ville et du pays hôtes.

41. Comme demandé par l'Assemblée générale, le Secrétaire général a continué d'informer lors de réunions régulières, en plus des rapports d'activité annuels, la Cinquième Commission et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de tous les aspects de l'exécution du plan-cadre d'équipement, y compris la situation financière, l'état d'avancement du projet et les mesures d'atténuation des risques.

42. Le projet est actuellement géré selon une chaîne de responsabilité hiérarchique clairement définie, avec des dispositifs de contrôle fiables en interne et en externe.

43. Dans le cadre de la chaîne de responsabilité hiérarchique du Secrétariat, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité examine les rapports annuels du Secrétaire général sur le plan-cadre d'équipement avant leur présentation à l'Assemblée générale.

## **B. Contrôles et audits**

44. Outre le dispositif de gouvernance décrit ci-dessus, le Comité des commissaires aux comptes et le Bureau des services de contrôle interne ont continué de conduire des audits du projet.

45. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes du plan-cadre d'équipement de mars à mai 2014. Dans son rapport annuel sur cette vérification pour l'année terminée le 31 décembre 2013 [A/69/5 (Vol. V)], le Comité a constaté que d'importants progrès avaient été accomplis et noté que les coûts avaient été en grande partie maîtrisés depuis l'établissement de son dernier rapport en 2013, ce qui signifiait que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement avait fait preuve d'une grande compétence et habileté pour respecter des délais très serrés. Le Comité a également souligné qu'il fallait à présent un plus grand degré de certitude quant à la manière dont le projet s'achèverait de façon à assurer le maximum d'avantages pour l'ONU.

46. La structure de coûts analysée par le Comité comprenait les dépenses afférentes au plan-cadre d'équipement, au réaménagement axé sur la sécurité et aux dons, ainsi que les dépenses connexes et les dépenses afférentes au centre informatique secondaire. Sur cette base, le Comité a indiqué que le coût final prévu pour le plan-cadre d'équipement était essentiellement inchangé, s'élevant à 2 374 millions de dollars.

47. Le Conseil a noté que le dépassement du budget initial, d'un montant de 379 millions de dollars, s'expliquait par des problèmes ou des événements qui s'étaient produits à des phases antérieures du projet; il n'y avait pas eu de nouveau problème entraînant des risques ni d'augmentation sensible des coûts au cours de la période considérée. À cet égard, il est rappelé que le Secrétaire général a proposé que le coût des activités connexes et les dépenses afférentes au centre informatique secondaire soient financés au moyen du budget ordinaire. Par conséquent, 154,8 millions de dollars du dépassement de budget relevé par le Comité mixte portent en fait sur une modification de la source de financement prévue, sans une augmentation correspondante des ressources destinées au plan-cadre d'équipement. En ce qui concerne les activités de rénovation, le Comité a indiqué que les dépassements de budget étaient courants dans les grands projets de construction, en particulier dans ceux de l'ampleur et de la complexité du plan-cadre d'équipement.

48. Le Bureau des services de contrôle interne est en train d'effectuer un audit des principaux marchés entre l'ONU et le maître d'œuvre et publiera son rapport sur l'audit des marchés de travaux de construction du bâtiment du Secrétariat. Comme suite aux recommandations d'audit en ce qui concerne le bâtiment de l'Assemblée générale, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement recherche des moyens d'atténuer les coûts de l'accélération des travaux, et s'emploie à remédier aux cas de non-conformité afin d'assurer efficacement le contrôle de la qualité.

49. Des mesures positives ont été prises par l'Administration pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Bureau des services de contrôle interne, dont la mise en œuvre est décrite dans la section XII du présent document.

### **C. Conseil consultatif pour le plan-cadre d'équipement**

50. Comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 57/292, le Secrétaire général a créé un conseil consultatif en décembre 2009. Il comprend à présent des représentants du Brésil (Jayme Zettel), des États-Unis d'Amérique (Kent Barwick), de l'Inde (K. T. Ravindran), du Kenya (Susan Kibue) et de la Suisse (Anna Torriani). Il s'est réuni neuf fois au total, dont une depuis la publication du onzième rapport annuel. À la neuvième réunion, tenue le 2 octobre 2013, les membres du Conseil consultatif ont entendu un exposé sur le projet et ont été informés de l'état d'avancement des travaux de construction et en ont débattu. Outre l'exposé exhaustif sur l'état d'avancement du projet, les membres ont entendu des exposés et communications détaillés sur tous les aspects du projet encore en cours ou achevés depuis peu.

## **VIII. Programme de dons pour le plan-cadre d'équipement et sollicitation de contributions volontaires**

51. Comme indiqué à l'Assemblée générale dans les rapports d'activité annuels précédents, le Secrétariat a collaboré avec plusieurs missions permanentes qui étaient prêtes à verser des contributions volontaires supplémentaires au titre du plan-cadre d'équipement si cet effort leur permettait d'être officiellement reconnues comme ayant donné une salle ou un espace au Siège. Le programme de donations pour le plan-cadre d'équipement a été créé conformément à la décision prise par l'Assemblée générale dans ses résolutions 63/270 et 64/228.

52. Depuis la publication du onzième rapport annuel, le Secrétariat a coopéré avec plusieurs États Membres dans le cadre de leur participation au programme de dons relatifs à des espaces dans le bâtiment de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne le Café viennois (Autriche), le nouveau salon situé au 2<sup>e</sup> étage au sud de la salle des séances plénières (Chine), la fourniture de nouveaux meubles pour un espace de convivialité au deuxième balcon (Bangladesh), ainsi que l'ajout d'un élément supplémentaire à un don existant au rez-de-chaussée à proximité de l'entrée des délégués (Nouvelle-Zélande). En plus de ces nouveaux dons, le Secrétariat collabore actuellement avec deux États Membres (Finlande et Thaïlande) qui ont proposé de renouveler des dons antérieurs de mobilier de salon pour le bâtiment de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général remercie tous les États Membres qui ont participé au programme de donation.

53. Au paragraphe 17 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de s'efforcer dans toute la mesure possible de solliciter des contributions volontaires supplémentaires en vue de résorber le déficit de financement. Comme suite à cette demande, le Secrétariat a envoyé à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation une note verbale datée du 28 avril 2014, indiquant que des contributions financières supplémentaires seraient des plus utiles pour aider à la réussite du projet historique de modernisation du Siège. Dans cette note verbale, les missions permanentes ont été invitées à se mettre en rapport avec le Bureau du plan-cadre d'équipement pour de plus amples informations. Les discussions se poursuivent.

54. Au 30 juin 2014, le montant des contributions reçues des États Membres s'élevait au total à 113,9 millions de dollars. En outre, la valeur des contributions en nature reçues des États Membres a été estimée à 2,5 millions de dollars.

## **IX. Œuvres d'art et dons**

55. Au paragraphe 14 de la section IV de sa résolution 68/247 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, dans son prochain rapport d'étape, des conditions actuelles de conservation des œuvres d'art et autres objets offerts à l'Organisation des Nations Unies à New York.

56. La rénovation du bâtiment de l'Assemblée générale a nécessité le déménagement des œuvres d'art données à l'Organisation au fil des ans, essentiellement par des États Membres. Un certain nombre des dons qui étaient exposés à l'intérieur ont été réinstallés dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord pendant les travaux. Dans certains cas, les États Membres donateurs sont convenus de récupérer leurs dons pour les restaurer ou les nettoyer.

57. En raison de nombreux facteurs, et notamment de la reconfiguration de certaines salles ainsi que de nouveaux dons, il s'est avéré impossible de replacer certaines des œuvres où elles se trouvaient au départ. Comme l'Assemblée générale l'y avait engagé au paragraphe 22 de la section V de sa résolution 67/246, le Secrétaire général a sollicité et pris en compte les vues des donateurs sur toutes les options envisageables lorsque des œuvres d'art ou d'autres objets offerts devaient être déplacés. À l'issue de ces consultations, le Département de la gestion a mis au point un plan et un calendrier d'installation des œuvres d'art.

58. Le Secrétaire général est extrêmement reconnaissant des efforts entrepris par les missions permanentes qui ont récupéré des dons afin de les conserver, les nettoyer et les stocker pendant la durée du plan-cadre d'équipement.

## **X. Accessibilité**

59. Améliorer l'accessibilité a été un objectif essentiel du plan-cadre d'équipement depuis le lancement du projet et, grâce aux rénovations menées, l'ensemble du complexe du Siège de l'Organisation a été mis en conformité aux normes et règlements de construction et de sécurité incendie actuels.

60. Dans la salle de l'Assemblée générale, la hauteur de toutes les tables de l'espace principal a été surélevée pour permettre l'accès en fauteuil roulant, et l'éclairage et la signalétique pour les noms ont été atténués pour permettre que les visages restent visibles sur vidéo. À tous les niveaux de la salle, des places accessibles ont été aménagées pour tous les types de place (conseiller, observateur et représentant).

61. Les salles de conférence 5, 6 et 7 ont été dotées d'emplacements accessibles, et plusieurs tables seront surélevées pour permettre l'accès en fauteuil roulant. Toutes les tables de la salle de conférence 7 seront entièrement accessibles aux fauteuils roulants. Des emplacements accessibles ont été ajoutés dans la salle de conférence 8.



62. Les nouvelles salles de conférence 11 et 12 offriront davantage de souplesse que les autres salles. Dans la configuration typique, il y aura des emplacements accessibles pour chaque catégorie de place. On entrera dans les cabines d'interprétation directement à partir de la salle.

63. Les allées et tables de la salle de conférence 4 sur le niveau principal sont entièrement accessibles. Tous les sièges de conseiller sont amovibles.

64. Toutes les toilettes sont accessibles, et dans le bâtiment de l'Assemblée générale il est prévu d'ajouter un grand nombre de toilettes accessibles unisexe.

65. Outre les grandes améliorations apportées à l'accessibilité qui sont décrites ci-dessus, les aménagements suivants ont été apportés ou vont l'être :

a) Des portes à tambour, tourniquets et magnétomètres accessibles ont été installés aux points de contrôle;

b) Des portes électriques ont été installées à toutes les entrées des principaux bâtiments, y compris l'entrée des délégués et l'entrée du public;

c) La nouvelle entrée des visiteurs entre les 45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> Rues sera plus ample que précédemment, et comprendra une rampe intégrée;

d) Des emplacements accessibles et des rampes d'accès seront fournis pour toutes les plateformes d'orateurs;

e) La signalétique comprendra du Braille et présentera le contraste et les tailles de police voulus;

f) Les largeurs des portes et les espaces libres sur les côtés à tirer et à pousser seront conformes aux normes d'accessibilité;

g) Les systèmes de sécurité des personnes comprendront des haut-parleurs et des alertes lumineuses;

h) Des places de stationnement accessibles, situées à proximité d'allées pleinement accessibles menant aux bâtiments, seront assurées dans les quantités voulues;

i) Des systèmes de sonorisation à boucle d'induction, qui aident les porteurs d'appareil auditif en éliminant les bruits de fond, ont été installés dans le bâtiment des conférences et le bâtiment de l'Assemblée générale. En outre, de nombreux types de casques audio seront fournis pour répondre à différentes préférences culturelles et personnelles des participants aux réunions. Dans la mesure où cela sera techniquement possible, il sera installé des commutateurs permettant une transmission directe aux appareils auditifs.

## **XI. Récapitulatif des solutions soumises à l'examen de l'Assemblée générale en ce qui concerne les bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud**

66. Comme indiqué dans le huitième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/65/511), la stratégie accélérée IV prévoyait la rénovation des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud. Toutefois, les études menées pour évaluer la capacité de résistance de

ces bâtiments aux menaces venues des voies routières adjacentes<sup>3</sup> ont révélé qu'aucun des bâtiments ne pouvait être rénové pour un coût raisonnable de manière à pouvoir être occupé en toute sécurité, en raison de leur structure, relativement légère, et de la proximité de la bretelle de sortie du FDR Drive.

67. Il a été conclu qu'il n'était pas possible de rendre ces bâtiments structurellement sains, quelles que soient les dépenses engagées à cet effet. Il a en outre été établi que, compte tenu de la faible surface au sol disponible et de la proximité de la bretelle d'accès du FDR Drive, il ne serait guère rationnel de construire un bâtiment de remplacement sur le site occupé par les bâtiments actuels. Celui-ci devrait être doté de murs très épais et d'une structure particulièrement solide, ce qui entraînerait des dépenses extrêmement élevées pour un résultat médiocre.

68. De ce fait, comme indiqué précédemment à l'Assemblée générale dans les neuvième, dixième et onzième rapports annuels (A/66/527, A/67/350 et A/68/352), les plans de rénovation des deux bâtiments ont été suspendus.

69. Au paragraphe 8 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a rappelé les paragraphes 7 et 12 de la section IV de sa résolution 68/247 et prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur la question dans le douzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement.

70. Aux paragraphes 7 et 12 de la section IV de sa résolution 68/247 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui communiquer, durant la première partie de la reprise de sa soixante-huitième session, les informations visées au paragraphe 50 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/68/551), autrement dit de lui présenter d'autres solutions réalistes pour le déplacement des fonctions actuellement hébergées dans les bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud, quels que soient les besoins en locaux au Siège sur le long terme, ce qui permettrait d'achever l'exécution du plan-cadre d'équipement.

71. Au paragraphe 12 de la section IV de sa résolution 68/247 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre ses échanges avec la ville hôte afin de déterminer comment régler les problèmes de sécurité relatifs aux bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud, de manière à l'aider à se prononcer définitivement sur la question dans le contexte du plan-cadre d'équipement, et de lui faire rapport à ce sujet durant la première partie de la reprise de sa soixante-huitième session.

72. Le 25 février 2014, le Secrétariat a reçu d'un représentant du pays hôte une réponse à la lettre datée du 5 février 2014 dans laquelle il demandait que la ville hôte restreigne l'accès à la bretelle de sortie de la 42<sup>e</sup> Rue aux seuls véhicules autorisés, mesure qui permettrait de mieux protéger le Siège de l'ONU. Dans sa lettre, le pays hôte a indiqué qu'il n'était pas envisageable de fermer ou de déplacer la bretelle de sortie, tout en admettant qu'il était impossible de garantir la sécurité des deux bâtiments eu égard à leurs caractéristiques physiques.

73. Cela étant, le Secrétariat demeure déterminé à continuer de faire tout son possible pour parvenir à un accord avec le pays et la ville hôtes sur les mesures à prendre pour remédier aux problèmes de sécurité qui se posent le long de la

---

<sup>3</sup> Voir A/65/511, par. 78.

42° Rue. Au moment de la présentation du présent rapport, aucun progrès n'avait été réalisé sur ce point. On trouvera donc dans le reste de la section XI un aperçu des solutions qui ont été soumises à ce jour à l'Assemblée pour examen, ainsi que celle-ci l'avait demandé.

74. Les fonctions des bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud ont été prises en compte dans toutes les solutions envisagées pour répondre aux besoins en locaux à long terme du Siège (voir A/68/734, par. 21), à savoir :

- a) La construction d'un immeuble DC-5;
- b) La construction d'un bâtiment sur la pelouse nord;
- c) Le maintien du recours à la location de locaux.

75. Les principales solutions envisagées à titre transitoire sont les suivantes :

a) Les fonctions pourraient continuer d'être exercées dans les bâtiments actuels (à condition que les conditions de sécurité s'améliorent) (A/67/720, par. 76).

b) Les fonctions pourraient être exercées dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord (si l'Assemblée générale décidait de reporter la démolition du bâtiment) (A/68/352, par. 71, option à moyen terme A);

c) Les fonctions pourraient être déplacées dans de nouveaux locaux loués hors complexe (à l'exception de la cafétéria, qui serait installée au troisième sous-sol) (A/68/352 par. 72, option à moyen terme B);

d) Les fonctions pourraient être déplacées dans d'autres bâtiments du complexe (dans l'hypothèse où le bâtiment de la pelouse nord aurait été détruit) (A/68/352 par. 73, option à moyen terme C). Plus précisément, la cafétéria pourrait être transférée dans différents espaces du bâtiment des conférences et du bâtiment du Secrétariat; la salle des interprètes et les salles de classe pourraient être déplacées au troisième sous-sol; la Bibliothèque et les services administratifs connexes pourraient être déplacés au deuxième sous-sol (il faudrait pour cela déplacer les ateliers);

e) Les fonctions de la Bibliothèque pourraient être transférées dans les étages inférieurs du bâtiment du Secrétariat, ce qui nécessiterait le déplacement des fonctions qui y sont actuellement hébergées.

76. Comme il le relève au paragraphe 75 de son onzième rapport annuel, le Secrétaire général continue de penser qu'en attendant que la question de la sécurité soit réglée, il y aurait tout intérêt à ce que les projets relatifs à la Bibliothèque et à la cafétéria soient pris en compte dans la décision que l'Assemblée générale prendra ultérieurement au sujet des besoins en locaux à long terme du Siège.

77. Au vu de la nécessité de remédier aux problèmes de sécurité, le Secrétaire général entend réfléchir à des mesures provisoires visant à transférer ces fonctions de la manière la plus économique possible de façon à protéger le personnel de l'Organisation et à assurer la continuité des opérations de ces deux bâtiments, ce qui est indispensable à la bonne administration du complexe du Siège de l'ONU.

## **XII. Suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Bureau des services de contrôle interne**

### **A. Recommandations du Comité des commissaires aux comptes**

78. Dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2013, le Comité des commissaires aux comptes a noté que, sur les 21 recommandations formulées pour les années terminées le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012, 7 (33 %) ont été intégralement appliquées, 5 (24 %) sont en cours d'application, et 9 (43 %) ont été classées par le Comité.

79. Le Comité a pris acte des progrès accomplis en ce qui concerne l'application des formules d'utilisation souple de l'espace de travail, l'adoption d'une démarche axée sur les risques pour déterminer, affecter et présenter les montants mis en réserve pour imprévus et l'examen des contrats d'entretien en cours.

80. Le Comité a conclu qu'au moment de l'établissement de son rapport, compte tenu des travaux qu'il restait à effectuer et des risques connus, l'Administration semblait en bonne voie de tenir le débat général de septembre 2014 dans le bâtiment rénové de l'Assemblée générale, même si certains travaux seraient reportés à une date ultérieure.

81. Pour l'année terminée le 31 décembre 2013, le Comité a recommandé à l'Administration de prendre les quatre mesures ci-après :

a) Préciser à l'Assemblée générale, au cours de la partie principale de sa soixante-neuvième session, quels éléments figurant au cahier des charges du plan-cadre d'équipement ne seront pas exécutés, établir des plans pour leur exécution, et en préciser les incidences financières. Il est actuellement prévu que certains éléments du plan-cadre d'équipement soient exécutés après la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement;

b) Mettre en place pour tous les grands projets un dispositif permettant d'obtenir des avis indépendants. À l'heure actuelle, l'Organisation ne dispose pas de stratégie lui permettant d'obtenir des avis indépendants;

c) S'engager à ce que la haute direction pilote de manière manifeste le projet d'utilisation souple de l'espace de travail. L'expérience montre que, comme toutes les initiatives de changement qui ont une incidence sur les conditions de travail au quotidien, il est essentiel que la haute direction montre l'exemple pour recueillir l'adhésion du personnel et obtenir les avantages escomptés;

d) Examiner les arrangements établis pour assurer l'entretien en faisant fond sur les données recueillies sur les nouveaux biens immobiliers et évaluer les possibilités d'optimiser les dépenses de l'Administration.

82. Les sections V et VI du présent rapport contiennent les mesures prises pour donner suite à la recommandation formulée à l'alinéa a) du paragraphe 81 ci-dessus.

83. En ce qui concerne la recommandation figurant à l'alinéa b) du paragraphe 81 ci-dessus, sur la mise en place de mécanismes de contrôle des dépenses et d'un dispositif permettant d'obtenir des avis indépendants, l'Administration est d'avis

que des contrôles adéquats ont été mis en place pour le plan-cadre d'équipement. On trouvera des précisions dans le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2013 et dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2013.

84. Le Comité a également recommandé à l'Administration d'instaurer une gouvernance plus efficace et plus régulière du plan-cadre d'équipement. L'Administration a répondu que le dispositif de gouvernance mis en place pour le plan-cadre d'équipement prévoyait un contrôle exercé par le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion et plusieurs mécanismes permettant de faire rapport aux hauts responsables de l'Administration, dont le Conseil de direction présidé par le Secrétaire général, le Comité de gestion, du Groupe exécutif de gestion du Département de la gestion, et du Conseil consultatif pour le plan-cadre d'équipement. Le Sous-Secrétaire général et Directeur exécutif du plan-cadre d'équipement présente régulièrement des rapports d'activité à la haute direction. L'Administration considère qu'il s'agit là d'une structure de gouvernance appropriée pour ce projet.

85. Par ailleurs, l'Administration a estimé, comme le Comité, que tout grand projet du Secrétariat devait disposer d'une fonction d'assurance indépendante permettant d'assurer le contrôle des dépenses et de veiller à ce que l'exécution du projet soit aussi efficace que possible. Toutefois, comme l'a montré l'expérience du plan-cadre d'équipement, cette fonction doit être adaptée selon le projet qui est mis en œuvre. De toutes les solutions envisageables en la matière, le recours aux services d'une société spécialisée pour s'acquitter de cette fonction et la création d'un comité de pilotage de projet sont considérés comme les plus viables.

86. S'agissant de la recommandation figurant à l'alinéa c) du paragraphe 81 ci-dessus, l'Administration a répondu que la participation des hauts responsables au programme d'utilisation souple de l'espace de travail ferait partie des questions sur lesquelles se pencherait le comité directeur chargé de ce programme, que le Bureau des services centraux d'appui s'employait à constituer.

87. En ce qui concerne la recommandation figurant à l'alinéa d) du paragraphe 81 ci-dessus, l'Administration a répondu que le Bureau des services centraux d'appui avait mis au point une stratégie d'entretien globale applicable à l'ensemble des systèmes mécaniques, des installations électriques et de la plomberie, qui permettait notamment de déterminer si les travaux d'entretien seraient assurés en interne, au titre de contrats de louage de services ou dans le cadre du dispositif d'entretien relevant du plan-cadre d'équipement. Un plan détaillé a également été établi en coordination avec la Division des achats pour les processus d'appel d'offres qui interviendront une fois que la gestion des derniers éléments du plan-cadre d'équipement aura été effectuée. Le personnel d'entretien a reçu une formation complémentaire, et l'ingénieur responsable du plan-cadre d'équipement a mis au point des plans et des procédures d'entretien préventif pour tous les nouveaux systèmes mis en place dans le contexte du plan-cadre d'équipement. Le Bureau des services centraux d'appui a également commencé à recueillir des données plus détaillées et met au point, sur la base de la configuration du système que le plan-cadre d'équipement permet d'obtenir, des spécifications pour un logiciel destiné à mesurer la consommation d'énergie.

88. Dans son rapport sur l'année terminée le 31 décembre 2012, le Comité a recommandé à l'Administration de consigner officiellement les enseignements tirés de l'exécution du plan-cadre d'équipement et d'en tenir compte pour la mise au point d'autres projets. Ces enseignements ont été consignés par le Bureau des services centraux d'appui, qui a la responsabilité générale de la collecte et de la diffusion des enseignements tirés des grands projets de construction et de rénovation. En coordination avec le Bureau des services centraux d'appui, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement a pu communiquer des renseignements sur son expérience et ses meilleures pratiques à la Division de l'administration de l'Office des Nations Unies à Genève, en vue de l'exécution du Plan stratégique patrimonial. Le Bureau des services centraux d'appui veillera à ce que tous les projets de construction et de rénovation bénéficient des enseignements tirés des grands projets d'équipement, dont le plan-cadre d'équipement, conformément aux recommandations formulées par le Comité pour les années terminées le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013, en ce qui concerne la quantification des risques et la constitution et l'utilisation de réserves pour imprévus. L'Administration a accepté ces recommandations et entend appliquer la méthode d'évaluation des risques à tout futur projet de construction ou de rénovation.

#### **B. Recommandations du Bureau des services de contrôle interne**

89. Dans son audit des contrats prévoyant un prix maximal garanti pour la période terminée le 31 décembre 2013, le Bureau des services de contrôle interne s'est essentiellement intéressé aux enseignements tirés de l'expérience et a recommandé au Département de la gestion d'établir un registre permettant d'archiver des informations utiles sur les connaissances institutionnelles et les bonnes pratiques issues de l'exécution du plan-cadre d'équipement, qui pourrait être utilisé pour les futurs projets de construction. Le Bureau des services de contrôle interne a recommandé que ce registre soit constitué avant l'achèvement du plan-cadre d'équipement et alimenté par le Bureau pour le plan-cadre d'équipement, le Bureau des services centraux d'appui, le Département de la sûreté et de la sécurité, le Bureau des affaires juridiques et d'autres parties prenantes.

90. En application de la recommandation du Bureau des services de contrôle interne, le Bureau pour le plan-cadre d'équipement a présenté la majorité des enseignements tirés du projet dans le onzième rapport annuel, et continue de partager son expérience et les enseignements tirés du processus de transfert des responsabilités avec le Bureau des services centraux d'appui ainsi qu'avec la Division de l'administration de l'Office des Nations Unies à Genève, en vue de l'exécution du plan stratégique patrimonial.

### **XIII. Situation financière du plan-cadre d'équipement**

#### **A. État des recouvrements et sources de financement**

91. Au paragraphe 9 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a réaffirmé les spécifications générales du plan-cadre d'équipement, telles qu'énoncées au paragraphe 10 de sa résolution 61/251, et au paragraphe 10 elle a

demandé qu'il soit tenu pleinement compte, dans le douzième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du projet, des dispositions du paragraphe 6 de la section IV de sa résolution 68/247 A. Aux termes dudit paragraphe, aucun élément de la résolution ne devait être interprété comme modifiant le cahier des charges qu'elle avait arrêté pour le plan-cadre d'équipement, et l'achèvement des travaux de rénovation des bâtiments prévus par l'actuel cahier des charges ne devait pas être lié à la situation de trésorerie du compte du projet.

92. Selon les décisions prises par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/247 A qu'elle a réaffirmées dans sa résolution 68/247 B, la rénovation de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et du bâtiment de l'annexe sud continue de relever du plan-cadre, lequel est donc inchangé. Toutefois, comme indiqué au paragraphe 68 du présent rapport, les études techniques relatives aux deux bâtiments et les travaux de rénovation sont suspendus en raison de problèmes de sécurité.

93. Le plan-cadre d'équipement comporte trois éléments : a) les travaux de rénovation initialement approuvés par l'Assemblée générale; b) le projet de réaménagement axé sur la sécurité, qui est entièrement financé par le pays hôte; c) les travaux supplémentaire relevant du programme de dons, lequel est également entièrement financé.

94. Au 30 juin 2014, le coût total jusqu'à l'achèvement du projet était toujours estimé à 2 214,97 millions de dollars.

95. Le montant total des ressources approuvées pour le plan-cadre s'élevait à 2 150,0 millions de dollars et se décomposait comme suit : a) un montant de 1 876,7 millions de dollars correspondant aux crédits ouverts au titre du financement des spécifications initiales du projet; b) un montant de 13,9 millions de dollars correspondant à des dons; c) un montant de 159,4 millions de dollars correspondant aux intérêts créditeurs et à la réserve opérationnelle du plan-cadre; d) un montant de 100,0 millions affecté au renforcement des dispositifs de sécurité. Il a servi et continue de servir à financer les activités de rénovation en cours, c'est-à-dire à faire face aux engagements contractuels au fur et à mesure des échéances.

96. On trouvera dans le tableau 3 une comparaison du montant total des ressources approuvées pour le plan-cadre et du coût total jusqu'à l'achèvement du plan-cadre. Une partie du projet, d'un montant de 65 millions de dollars, n'est pas financée.

Tableau 3

**Comparaison, au 30 juin 2014, du montant des ressources approuvées pour le plan-cadre d'équipement et du coût prévu jusqu'à l'achèvement du projet**

(En millions de dollars des États-Unis)

Description	Montant	Références
Total des crédits ouverts de 2004 à 2011	1 876,7	Résolutions 57/292, 59/295, 60/248, 60/256, 60/282, 61/251, 62/87 et 64/228
Contributions volontaires	13,9	Reçues au titre du programme de dons destiné à financer le plan-cadre d'équipement

<i>Description</i>	<i>Montant</i>	<i>Références</i>
Intérêts créditeurs (jusqu'en 2015) et réserve opérationnelle	159,4	Résolutions 66/258, 67/246 et 68/247
Financement du réaménagement axé sur la sécurité	100,0	Contributions du pays hôte
<b>Montant total des ressources disponibles</b>	<b>2 150,0</b>	
Coût des travaux de rénovation prévus dans le projet initial et des travaux à financer au moyen du programme de dons	2 115,0	
Coût du projet de réaménagement axé sur la sécurité	100,0	
<b>Coût total du projet jusqu'à son achèvement</b>	<b>2 215,0</b>	
<b>Portion non financée du projet</b>	<b>65,0</b>	

97. Au 30 juin 2014, l'arriéré des contributions au titre du plan-cadre d'équipement pour 2011 et des années antérieures s'élevait à 0,7 million de dollars. Les contributions volontaires avaient été acquittées dans leur totalité.

## **B. Intérêts créditeurs, réserve opérationnelle et solde de trésorerie**

98. Le montant des intérêts créditeurs relatifs au solde des fonds du plan-cadre d'équipement devrait s'élever à 113,7 millions de dollars au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2014, la réserve opérationnelle s'élevait toujours à 45 millions de dollars. Un montant résiduel de 1 350 dollars restait à verser à la réserve opérationnelle. Le solde de trésorerie atteignait 150 millions de dollars au 30 juin 2014. Les prévisions concernant les flux de trésorerie pour les activités de construction restantes, les activités de clôture et les activités qui feront suite à la phase de rénovation, qui sont décrites au paragraphe 26, sont présentées à l'annexe I au présent rapport.

## **C. Appel au versement de contributions volontaires**

99. Au paragraphe 17 de la section VII de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de s'efforcer dans toute la mesure possible de solliciter des contributions volontaires supplémentaires en vue de résorber le déficit de financement. Le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement continue de s'attacher à solliciter le versement de contributions volontaires et est en pourparlers avec des donateurs potentiels.

## **D. Dépenses consacrées au projet et ressources nécessaires pour la durée restante**

100. Le coût total du projet jusqu'à son achèvement est estimé à 2 215,0 millions de dollars. Le coût des travaux de construction en cours s'élève à 2 150,0 millions de dollars, déduction faite des prévisions de dépenses relatives à la rénovation de la



Bibliothèque Dag Hammarskjöld et du bâtiment de l'annexe sud puisque les travaux ont été suspendus. Au 30 juin 2014, le montant cumulé des dépenses s'élevait à 2 131,8 millions de dollars, ce qui signifie que 99,2 % du montant prévu pour mener le projet à terme avaient été utilisés.

101. L'état récapitulatif le plus récent du montant total des dépenses engagées et des dépenses restant à engager est présenté dans le tableau 4 ci-après.

Tableau 4

**Montant total des dépenses engagées et des prévisions de dépenses jusqu'à l'achèvement du projet, au 30 juin 2014**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Dépenses	Prévisions de dépenses		Total
	Montant total jusqu'en juin 2014	Juillet-décembre 2014	Janvier-juin 2015	
<b>Plan-cadre d'équipement</b>				
Services contractuels de conception	167 372,0	3 000,0	–	<b>170 372,0</b>
Frais engagés au titre du personnel du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement	29 751,9	1 560,6	1 127,6	<b>32 440,1</b>
Frais engagés au titre du personnel d'appui <sup>a</sup>	13 929,3	699,7	365,9	<b>14 994,9</b>
Dépenses de fonctionnement et frais divers	12 206,9	635,9	715,5	<b>13 558,3</b>
Gestion du programme et autres consultants	51 698,0	–	–	<b>51 698,0</b>
Études techniques et travaux	1 346 500,3	34 566,5	13 000,0	<b>1 394 066,8</b>
Locaux transitoires (y compris les loyers y afférents)	554 600,8	–	–	<b>554 600,8</b>
<b>Total partiel</b>	<b>2 176 059,2</b>	<b>40 462,7</b>	<b>15 209,0</b>	<b>2 231 730,9</b>
Ajustements sur périodes antérieures	9 204,0	–	–	<b>9 204,0</b>
<b>Montant corrigé des dépenses consacrées au projet</b>	<b>2 185 263,2</b>	<b>40 462,7</b>	<b>15 209,0</b>	<b>2 240 934,9</b>
Engagements de périodes antérieures : économies réalisées	(151 161,9)	(39 800,0)	–	<b>(190 961,9)</b>
<b>Montant total des dépenses consacrées au projet de plan-cadre d'équipement</b>	<b>2 034 101,3</b>	<b>662,7</b>	<b>15 209,0</b>	<b>2 049 973,0</b>
Projet de réaménagement axé sur la sécurité	97 650,7	2 349,3	–	<b>100 000,0</b>
<b>Total partiel</b>	<b>2 131 752,0</b>	<b>3 012,0</b>	<b>15 209,0</b>	<b>2 149 973,0</b>
Budget des travaux de construction suspendus				<b>65 000,0</b>
<b>Total</b>				<b>2 214 973,0</b>

<sup>a</sup> Fonctionnaires du Secrétariat [Département de la sûreté et de la sécurité, Bureau des affaires juridiques, Bureau des services centraux d'appui (Division des achats), Bureau des services de contrôle interne et Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité (Division de la comptabilité)] affectés au plan-cadre d'équipement.

102. Le tableau 4 montre que les ressources à prévoir au titre du projet pour la période allant de juillet à décembre 2014 s'élèvent à 3 millions de dollars; elles sont estimées à 15,2 millions de dollars pour la période de six mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015.

103. Les ressources à prévoir pour 2015 concernent les activités qui feront suite à la phase de rénovation, décrites au paragraphe 26, et la clôture et le rapprochement définitif des comptes afférents à l'ensemble des contrats encore actifs, qui seront effectués six mois environ après l'achèvement des activités de construction. En prélude à la clôture définitive du projet, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement s'attache à clôturer les contrats pour toutes les activités qui ont été menées à terme.

## E. Coût total estimatif du projet de plan-cadre d'équipement, au 30 juin 2014

104. Le tableau 5 ci-après présente les estimations les plus à jour relatives au coût du projet. Comme suite à l'examen effectué par le Secrétariat, le coût total du plan-cadre d'équipement (y compris les travaux financés par les contributions volontaires des États Membres) est estimé, au 30 juin 2014, à 2 214,97 millions de dollars.

Tableau 5  
**Coût estimatif total du plan-cadre d'équipement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Décembre 2013</i>	<i>Juin 2014</i>	<i>Variation</i>
Travaux de construction	1 087 578	1 089 417	1 839
Utilisation de la provision pour imprévus au titre des travaux de construction	138 981	146 702	7 721
Honoraires et frais de gestion	368 874	368 874	–
Imprévus et dérive des coûts	7 721	–	(7 721)
<b>Total partiel (travaux de construction)</b>	<b>1 603 154</b>	<b>1 604 993</b>	<b>1 839</b>
Locaux transitoires	267 614	265 775	(1 839)
Loyers à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2012	25 000	25 000	–
Utilisation de la provision pour imprévus au titre des locaux transitoires	24 648	24 648	–
Bibliothèque	2 714	2 714	–
Salles de conférence	150 475	150 475	–
Utilisation de la provision pour imprévus au titre des locaux transitoires pour les conférences	41 368	41 368	–
<b>Total partiel (locaux transitoires)</b>	<b>511 819</b>	<b>509 980</b>	<b>(1 839)</b>
Réaménagement axé sur la sécurité	100 000	100 000	–
<b>Coût total du projet, y compris le réaménagement axé sur la sécurité</b>	<b>2 214 973</b>	<b>2 214 973</b>	<b>–</b>

	Décembre 2013	Juin 2014	Variation
<b>Ressources disponibles</b>			
Budget du projet et dons	1 890 612	1 890 612	–
Intérêts créditeurs et réserve opérationnelle	159 400	159 400	–
Projet de réaménagement axé sur la sécurité, financé par le pays hôte	100 000	100 000	–
	<b>2 150 012</b>	<b>2 150 012</b>	
<i>Différence entre le coût du projet et les ressources disponibles</i>	<i>64 961</i>	<i>64 961</i>	<i>–</i>

105. Afin d'éviter que des litiges surviennent dans la phase finale du projet, le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement est en contact permanent avec le maître d'œuvre, qui communique régulièrement à l'équipe de gestion du projet toutes informations concernant les différends ou réclamations. Compte tenu des données d'expérience, certains litiges ne pourront pas être réglés par voie de négociation et, en conséquence, une provision sera maintenue aux fins de leur règlement.

106. Pour des raisons de sécurité, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et le bâtiment de l'annexe sud ne peuvent pas être remis en état comme prévu à l'origine. Leur utilisation et le transfert des activités qui s'y déroulent doivent être envisagés à la lumière des options exposées à la section XI du présent rapport, lesquelles varient de façon notable.

107. Le coût estimatif du projet jusqu'à son achèvement englobe le montant de 65 millions de dollars prévu à l'origine pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et le bâtiment de l'annexe sud. À ce stade, il n'est cependant pas prévu de demander l'autorisation d'engager des dépenses pour ces deux bâtiments. Pour entreprendre les travaux qui permettront de donner suite à la décision que prendra l'Assemblée générale, il faudra obtenir de nouveaux crédits et mettre le montant correspondant en recouvrement auprès des États Membres. Le montant des crédits à ouvrir sera fonction de la nature et de l'ampleur des travaux à entreprendre.

#### **XIV. Dépenses consolidées et ressources nécessaires**

108. Le montant total des dépenses consolidées au 30 juin 2014, qui comprend le coût du plan-cadre comme expliqué à la section XIII, les dépenses connexes et le coût du centre informatique auxiliaire, s'élève à 2 286,4 millions de dollars.

109. Le montant définitif consolidé des ressources nécessaires atteint 2 369,8 millions de dollars.

110. Le montant total révisé des dépenses connexes s'élève à 139,8 millions de dollars.

111. Le coût du centre informatique auxiliaire s'élève à 19,5 millions de dollars, montant qui est ramené à 19,2 millions de dollars si l'on tient des économies réalisées sur des engagements de périodes antérieures, soit 0,3 million de dollars. Un montant de 4,2 millions de dollars a été imputé au budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix au titre du centre informatique auxiliaire et

les dépenses relevant du plan-cadre sont donc ramenées à 15 millions de dollars (voir l'analyse présentée à l'annexe II du présent rapport).

112. Comme indiqué dans le tableau 6, les ressources nécessaires consolidées pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin 2015 s'élèvent à 18,4 millions de dollars, dont 18,2 millions relevant du plan-cadre (y compris en ce que ce dernier a trait aux travaux de réaménagement axés sur la sécurité). Les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses connexes pendant la même période s'élèvent à 219 100 dollars, comme indiqué à la section XV.

Tableau 6

**Montant total des dépenses engagées et montant des prévisions de dépenses jusqu'à l'achèvement du projet, au 30 juin 2014**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Montant total jusqu'en juin 2014	Prévisions de dépenses		Total
		Juillet- décembre 2014	Janvier -juin 2015	
Plan-cadre d'équipement (exception faite du renforcement des dispositifs de sécurité)	2 034 101	663	15 209	<b>2 049 973</b>
Réaménagement axé sur la sécurité	97 651	2 349	—	<b>100 000</b>
Dépenses connexes	139 593	154	65	<b>139 812</b>
Centre informatique auxiliaire	15 040	—	—	<b>15 040</b>
<b>Total partiel</b>	<b>2 286 385</b>	<b>3 166</b>	<b>15 274</b>	<b>2 304 825</b>
Portion non financée du projet				<b>65 000</b>
<b>Total</b>				<b>2 369 825</b>

## XV. Dépenses connexes et ressources nécessaires

113. Dans son rapport concernant le montant définitif des dépenses connexes (A/68/352/Add.3), le Secrétaire général a estimé à 140 253 300 dollars le montant total des dépenses afférentes aux activités associées au plan-cadre d'équipement (« dépenses connexes »), estimation qui a depuis été revue à la baisse pour s'établir à 139 812 000 dollars.

114. Comme indiqué précédemment, aucun département ou bureau ne mène plus d'activités associées au plan-cadre d'équipement, exception faite du Bureau des services centraux d'appui, qui, en raison des retards accusés dans l'exécution du projet, principalement du fait de la tempête Sandy, procède au transfert de responsabilités tout au long de 2014 jusqu'en mars 2015. Ce transfert intervient plus tard que prévu en raison des retards pris dans le recrutement. Le coût de l'appui aux activités de transfert reste fixé à 179 500 dollars, correspondant à un emploi de temporaire (P-4) pendant neuf mois, de juillet 2014 à mars 2015. L'Administration estime qu'il importe de mener à bien ces activités de transition.

115. Au moment de la publication du rapport mettant à jour les informations relatives au montant définitif des dépenses connexes, la clôture des comptes n'était pas encore achevée; comme il était mis fin à un certain nombre d'emplois de temporaire au Département de la sûreté et de la sécurité, le solde inutilisé des ressources approuvées pour ces emplois (314 000 dollars) était conservé jusqu'à ce que les écritures comptables soient passées. Aucune dépense n'a été enregistrée en 2013, mais un dernier versement résiduel d'un montant de 39 600 dollars a été effectué, montant qui a été conservé dans un compte provisoire à la fin de 2013. Cela signifie que sur les 314 000 dollars qui avaient été conservés à titre provisoire en 2013, 274 400 dollars ont été décaissés, le montant restant (39 600 dollars) devant l'être en 2014.

116. Le Secrétaire général avait fait état d'un montant de 3 097 800 dollars correspondant à des engagements de périodes antérieures qui avaient été annulés. Il s'agit d'engagements contractés auprès de fournisseurs lors d'années antérieures et qui sont devenus entièrement ou partiellement sans objet lorsque le coût effectif des travaux était inférieur au montant prévu lors de la passation du marché. Les montants ainsi économisés ont augmenté légèrement pour passer à 3 265 200 dollars.

117. On trouvera dans le tableau 7 la répartition actuelle du montant définitif des dépenses connexes par année et par département et bureau.

Tableau 7  
**Récapitulatif des dépenses connexes, par département et bureau**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Dépenses effectives 2008-2011	Dépenses effectives 2012	Dépenses effectives 2013 au 30 juin 2014	Dépenses au 30 juin 2014	Prévisions de dépenses juillet- décembre 2014	Prévisions de dépenses 2015	Total 2008-2015
Département/Bureau	(a)	(b)	(d)	(e)	(f)	(g)	(e) = (a) + (b) + (g) (d) + (e) + (f) + (g)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	2 272,9	638,2	—	—	—	—	2 911,1
Département de l'information	25 772,0	287,1	(2,0)	—	—	—	26 057,1
Bureau des services centraux d'appui	21 108,6	3 746,4	3 370,4	—	114,1 <sup>a</sup>	65,4 <sup>a</sup>	28 404,9
Bureau chargé du plan-cadre d'équipement	18 146,2	7 784,6	24 064,6	—	—	—	49 995,4
Bureau de l'informatique et des communications	2 035,5	626,8	4,6	—	—	—	2 666,9
Travaux de construction (Bureau de l'informatique et des communications)	5 446,9	81,4	665,3	—	—	—	6 193,6
Département de la sûreté et de la sécurité	18 726,9	5 785,8	2 295,9	—	39,6 <sup>b</sup>	—	26 848,2
<b>Total</b>	<b>93 509,0</b>	<b>18 950,3</b>	<b>30 398,8</b>	<b>—</b>	<b>153,7</b>	<b>65,4</b>	<b>143 077,2</b>

	Dépenses effectives 2008-2011	Dépenses effectives 2012	Dépenses effectives 2013	Dépenses au 30 juin 2014	Prévisions de dépenses juillet- décembre 2014	Prévisions de dépenses 2015	Total 2008-2015
Département/Bureau	(a)	(b)	(d)	(e)	(f)	(g)	(e) = (a) + (b) + (g) (d) + (e) + (f) + (g)
<b>À déduire : annulations d'engagements de périodes antérieures</b>	<b>(3 264,8)</b>	—	—	<b>(0,4)</b>	—	—	<b>(3 265,2)</b>
<b>Net total</b>	<b>90 244,2</b>	<b>18 950,3</b>	<b>30 398,8</b>	<b>(0,4)</b>	<b>153,7</b>	<b>65,4</b>	<b>139 812,0</b>

<sup>a</sup> Personnel temporaire (autre que pour les réunions) devant s'occuper d'activités de transfert et dont le recrutement a été retardé par suite de la tempête Sandy.

<sup>b</sup> Versements à la cessation de service qui, pour des raisons techniques, ont été comptabilisés parmi les dépenses de 2014 et non parmi celles de 2013.

118. On trouvera à l'annexe III une analyse des dépenses susmentionnées par départements et bureaux, déduction faite des engagements de périodes antérieures qui ont été annulés. À cet égard, il convient de noter que le dépassement apparent des crédits prévus au titre du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement enregistré en 2013 s'explique par la réaffectation, à des activités menées dans le bâtiment de l'Assemblée générale et qui se poursuivront jusqu'à l'achèvement de celui-ci, de montants correspondant à des engagements de périodes antérieures annulés à la suite de l'achèvement de travaux effectués dans le bâtiment des conférences dans le cadre de contrats à prix maximum garanti. La situation nette correspond au montant des dépenses approuvées par l'Assemblée générale.

119. On trouvera dans le tableau 8 un récapitulatif des montants approuvés et des montants dont il a été fait état au fil du temps au titre des dépenses connexes.

Tableau 8  
**Chronologie des décisions de financement, 2008-2015**

(En dollars des États-Unis)

Période	Résolution de l'Assemblée générale	Montant approuvé par l'Assemblée générale	Dépenses mentionnées dans le document A/68/352 Add.3	Dépenses effectives ou prévues
2008-2009	63/270	30 272 400	18 373 200	18 373 200
2010	64/228	42 069 695	13 636 800	13 636 800
2011	65/269	58 871 305	61 499 000	61 499 000
2012	66/258	8 259 100	18 950 300	18 950 300
2013	67/246	3 666 100	30 891 800	30 398 800
2014-2015	68/247 B	—	—	219 100
<b>Total</b>		<b>143 138 600</b>	<b>143 351 100</b>	<b>143 077 200</b>
<b>À déduire : annulations d'engagements de périodes antérieures</b>				<b>(3 265 200)</b>
<b>Total net</b>				<b>139 812 000</b>

## **XVI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

120. Le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale :

- a) De prendre note des progrès accomplis depuis la parution de la mise à jour de son onzième rapport annuel;
- b) De le prier de continuer à rendre compte de l'état d'avancement du projet, du calendrier des travaux, du coût total prévisionnel du projet à son achèvement, de l'état des contributions, des intérêts créditeurs et de la réserve opérationnelle;
- c) De prendre note de son intention d'adopter des mesures provisoires afin de transférer, de la façon la plus économique possible, les activités qui se déroulent actuellement dans la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et le bâtiment de l'annexe sud;
- d) De se prononcer sur le transfert des activités qui se déroulent dans les deux bâtiments, compte tenu de la nécessité d'assurer la sécurité du périmètre et de trouver une solution à long terme pour ces activités;
- e) De prendre une décision quant au financement des dépenses connexes et de celles afférentes au centre informatique auxiliaire durant la partie principale de sa soixante-neuvième session.

## Annexe I

## Prévisions de trésorerie concernant les activités restantes et les dépenses connexes

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Solde initial</i>	<i>Décaissements au titre du projet et des dépenses connexes</i>	<i>Solde final</i>
Solde de trésorerie au 30 juin 2014	150,0		150,0
Fin octobre 2014		126,1	23,9
Fin décembre 2014		87,4	(63,5)
Fin mars 2015		60,3	(123,8)
Fin juin 2015		20,6	(144,4)
Fin septembre 2015		2,1	(146,5)
Fin décembre 2015		3,1	(149,6)
Fin mars 2016		1,7	(151,3)
Fin juin 2016		1,2	(152,5)
Fin septembre 2016		1,2	(153,7)
Fin décembre 2016		1,1	(154,8)

*Note* : Le montant du solde de trésorerie au 22 août 2014 s'élevait à 112 millions de dollars.



## Annexe II

## Centre informatique auxiliaire : dépenses relevant du budget du plan-cadre d'équipement

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Dépenses				Total
	Montant total jusqu'en décembre 2011	De janvier 2012 au 30 juin 2013	Montant total pour la période terminée le 30 juin 2013	De juillet à décembre 2013	
<b>Centre informatique auxiliaire</b>	18 584,0	941,6	19 525,6	–	<b>19 525,6</b>
Engagements de périodes antérieures : économies réalisées	(4,0)	(253,5)	(257,5)	–	<b>(257,5)</b>
					<b>19 268,1</b>
Dépenses imputables au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–	–	<b>(4 227,7)</b>
<b>Montant net des dépenses imputées au plan-cadre d'équipement</b>	<b>18 580,0</b>	<b>688,1</b>	<b>19 268,1</b>	<b>–</b>	<b>15 040,4</b>

## Annexe III

### Récapitulatif des dépenses connexes, par département et bureau, déduction faite des économies réalisées au titre d'engagements de périodes antérieures

(En milliers de dollars des États-Unis)

Département/Bureau	Dépenses (déduction faite des engagements annulés) 2008-2011	Dépenses effectives 2012	Dépenses effectives 2013	Dépenses (déduction faite des engagements annulés) au 30 juin 2014	Prévisions de dépenses juillet- décembre 2014	Prévisions de dépenses 2015	Total 2008-2015
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(e) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	2 272,9	638,2	—	—	—	—	2 911,1
Département de l'information	23 968,7	287,1	(2,0)	—	—	—	24 253,8
Bureau des services centraux d'appui	20 228,5	3 746,4	3 370,4	—	114,1	65,4	27 524,8
Bureau chargé du plan-cadre d'équipement	17 663,6	7 784,6	24 064,6	—	—	—	49 512,8
Bureau de l'informatique et des communications	1 984,1	626,8	4,6	—	—	—	2 615,5
Travaux de construction (Bureau de l'informatique et des communications)	5 438,7	81,4	665,3	—	—	—	6 185,4
Département de la sûreté et de la sécurité	18 687,7	5 785,8	2 295,9	(0,4)	39,6	—	26 808,6
<b>Total</b>	<b>90 244,2</b>	<b>18 950,3</b>	<b>30 398,8</b>	<b>(0,4)</b>	<b>153,7</b>	<b>65,4</b>	<b>139 812,0</b>